

formulée dans le cadre de l'avis préalable visé à l'article 177, § 1^{er} ».

Art. 8. A l'article 112, § 1^{er} du même Code il est ajouté *in fine* : « Lorsque le permis est délivré sur la base de l'article 175, 3^o, 6^o et 7^o, le collège des bourgmestre et échevins décide de l'affectation de la somme visée à l'alinéa 3. Cette décision est formulée dans le cadre de l'avis préalable visé à l'article 177, § 1^{er}. ».

Art. 9. L'article 2 de la présente ordonnance est d'application pour toutes les demandes de permis d'urbanisme n'ayant pas encore été soumises à la commission de concertation le jour de son entrée en vigueur.

Art. 10. L'article 6 de la présente ordonnance est d'application pour toutes les demandes de permis d'urbanisme introduites à partir du jour de son entrée en vigueur.

Art. 11. La présente ordonnance entre en vigueur au 1^{er} septembre 2013.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juillet 2013

R. VERVOORT

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement

G. VANHENGEL

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures

Mme E. HUYTEBROECK

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la rénovation urbaine, de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente et du logement

Mme B. GROUWELS

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports

Mme C. FREMAULT

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique

Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2011/2012.

A-312/1 Proposition d'ordonnance.

Session ordinaire 2012/2013.

A-312/2 Rapport.

A-312/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 12 juillet 2013.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31706]

26 JUILLET 2013. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'article 31, 12^o, de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement est complété comme suit : « ; celle-ci peut prendre, notamment, la forme de mutualisations, coopérations et marchés publics conjoints. Dans la limite des budgets disponibles, la SLRB octroie des subsides visant à encourager ces collaborations; ».

lid bedoelde bedrag. Die beslissing wordt opgesteld in het kader van het in artikel 177, § 1, bedoeld voorafgaand advies. ».

Art. 8. In artikel 112, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt *in fine* toegevoegd : « Wanneer de vergunning wordt verstrekt op grond van artikel 175, 3^o, 6^o en 7^o, beslist het college van burgemeester en schepenen over de bestemming van het in het derde lid bedoelde bedrag. Die beslissing wordt opgesteld in het kader van het in artikel 177, § 1 bedoeld advies. ».

Art. 9. Artikel 2 van deze ordonnantie is van toepassing voor alle aanvragen om stedenbouwkundige vergunning die nog niet aan de overlegcommissie werden voorgelegd op de dag van de inwerkingtreding van dit artikel.

Art. 10. Artikel 6 van deze ordonnantie is van toepassing voor alle aanvragen om stedenbouwkundige vergunning ingediend vanaf de dag van de inwerkingtreding van dit artikel.

Art. 11. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 september 2013.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 juli 2013.

R. VERVOORT

Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking

G. VANHENGEL

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen

Mevr. E. HUYTEBROECK

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting

Mevr. B. GROUWELS

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer

Mevr. C. FREMAULT

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2011/2012.

A-312/1 Voorstel van ordonnantie.

Gewone zitting 2012/2013.

A-312/2 Verslag.

A-312/3 Amendementen na verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 12 juli 2013.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31706]

26 JULI 2013. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 31, 12^o, van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode wordt als volgt aangevuld : « ; deze kan met name de vorm aannemen van mutualisering, samenwerkingen of gezamenlijke overheidsopdrachten. Binnen de perken van de beschikbare begrotingen, kent de BGHM subsidies toe om die samenwerkingen aan te moedigen; ».

Art. 3. Dans l'article 31 de la même ordonnance est inséré un 12^o *bis* rédigé comme suit : « 12^o *bis* mettre des outils et services régionaux centralisés à disposition des SISP, s'imposant à ces dernières lorsque la SLRB le décide, en vue de leur apporter un appui expert dans l'accomplissement de missions spécifiques ou de réaliser des économies d'échelle par l'harmonisation des outils et pratiques sectoriels; ».

Art. 4. Dans l'article 44, § 1^{er}, de la même ordonnance, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Elles sont agréées par la SLRB. Sans préjudice du § 2*bis*, le Gouvernement fixe la procédure et les critères d'agrément.

A dater de l'issue du processus déterminé par les §§ 2*bis* et 2*ter*, les critères visés au § 2*bis*, alinéa 12 du présent article deviennent les critères permanents d'agrément. Les règles de la procédure d'octroi des agréments deviennent celles visées au § 2*ter*. Le présent alinéa ne fait pas obstacle à l'application du § 2*quater*.

L'agrément peut être retiré par le Gouvernement en cas de violation des dispositions du présent Code. La procédure de retrait d'agrément est fixée par le Gouvernement, en ce compris la procédure de recours.

Il peut être renoncé à l'agrément selon des modalités fixées par le Gouvernement. ».

Art. 5. Dans l'article 44, § 2, de la même ordonnance, les mots « Sans préjudice du § 2*bis*, » sont insérés en début de phrase.

Art. 6. Dans l'article 44, de la même ordonnance, sont insérés les paragraphes 2*bis* à 2*quater* rédigés comme suit :

« § 2*bis*. – Si à la date de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, le nombre de SISP agréées est supérieur à seize, toutes les SISP sont averties par le Gouvernement dans les 15 jours qui suivent qu'il sera procédé à l'octroi de seize agréments au maximum selon le calendrier établi par le présent paragraphe.

Les SISP agréées à la date visée à l'alinéa 1^{er} conservent provisoirement leur agrément jusqu'à ce qu'elles en aient obtenu un nouveau soit individuellement soit dans le cadre d'une fusion ou d'une absorption et au plus tard jusqu'à la date de notification visée à l'alinéa 11 du présent paragraphe.

Dans un délai de trois mois qui suit l'entrée en vigueur du présent paragraphe, les SISP qui le souhaitent introduisent une demande d'agrément. La SLRB interroge l'ensemble des SISP existantes au moment de l'entrée en vigueur du présent paragraphe quant à leurs intentions relatives au renouvellement de leur agrément.

Dans un délai de six mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, la SLRB, sur avis du Gouvernement, procède à une première attribution d'agrément.

Les SISP qui ont introduit une demande, en application de l'alinéa 3 du présent paragraphe et qui ne se sont pas vues attribuer un agrément confirment, dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision de non-octroi, si elles maintiennent ou retirent la demande qu'elles ont introduite. L'absence de réaction de leur part dans ce délai est considérée comme valant retrait de leur demande.

Dans un délai de neuf mois qui suit l'entrée en vigueur du présent paragraphe, les SISP qui le souhaitent introduisent une demande d'agrément. La SLRB interroge l'ensemble des SISP existantes au moment de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et n'ayant pas encore renouvelé leur agrément quant à leurs intentions relatives à ce renouvellement.

Dans un délai de douze mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, la SLRB, sur avis du Gouvernement, procède à une seconde attribution d'agrément, tenant compte des agréments déjà octroyés en application de l'alinéa 4 du présent paragraphe.

Les SISP qui ont maintenu leur demande, en application de l'alinéa 5 du présent paragraphe, ou qui ont introduit une demande, en application de l'alinéa 6, et qui ne se sont pas vues attribuer un agrément confirment, dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision de non-octroi, si elles maintiennent ou retirent la demande qu'elles ont introduite. L'absence de réaction de leur part dans ce délai est considérée comme valant retrait de leur demande.

Dans un délai de quinze mois qui suit l'entrée en vigueur du présent paragraphe, les SISP qui le souhaitent introduisent une demande d'agrément. La SLRB interroge l'ensemble des SISP existantes au moment de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et n'ayant pas encore renouvelé leur agrément quant à leurs intentions relatives à ce renouvellement.

Art. 3. In artikel 31 van dezelfde ordonnantie, wordt een 12^o *bis* ingevoegd, luidend : « 12^o *bis* gecentraliseerde middelen en diensten ter beschikking stellen van de OVM's, welke aan die laatste kunnen worden opgelegd indien de BGHM hiertoe beslist, om ze deskundige ondersteuning te bieden bij de verwezenlijking van de specifieke opdrachten of om schaalvoordelen te bereiken door de harmonisering van de sectorale middelen en praktijken; ».

Art. 4. In artikel 44, § 1, van dezelfde ordonnantie, wordt het tweede lid vervangen als volg :

« Zij worden door de BGHM erkend. Onverminderd § 2*bis*, stelt de Regering de erkenningsprocedure en -criteria vast.

Na afloop van de in §§ 2*bis* en 2*ter* bedoelde procedure, worden de in § 2*bis*, twaalfde lid van dit artikel bedoelde criteria vaste erkenningscriteria. De procedureregels voor de toekenning van de erkenningen worden de in § 2*ter* bedoelde procedureregels. Dit lid vormt geen belemmering voor de toepassing van § 2*quater*.

De erkenning kan door de Regering worden ingetrokken indien de bepalingen van deze Code worden geschonden. De procedure voor de intrekking van de erkenning wordt vastgesteld door de Regering, met inbegrip van de beroepsprocedure.

De erkenning kan worden geweigerd overeenkomstig de door de Regering vastgestelde regels. ».

Art. 5. In artikel 44, § 2, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « Onverminderd § 2*bis*, » ingevoegd aan het begin van de zin.

Art. 6. In artikel 44 van dezelfde ordonnantie, worden §§ 2*bis* tot 2*quater* ingevoegd, luidend :

« 2*bis*. – Indien op de datum van inwerkingtreding van deze paragraaf, meer dan zestien OVM's erkend zijn, stelt de Regering alle OVM's binnen een termijn van 15 dagen ervan in kennis dat er zal worden overgegaan tot de toekenning van maximaal zestien erkenningen, overeenkomstig het in deze paragraaf vastgestelde tijdschema.

De OVM's die op de in het eerste lid bedoelde datum erkend zijn, zullen hun erkenning voorlopig behouden totdat zij individueel of in het kader van een fusie of overname een nieuwe erkenning hebben verkregen en uiterlijk tot op de in het elfde lid van deze paragraaf bedoelde datum van kennisgeving.

Binnen een termijn van drie maanden na de inwerkingtreding van deze paragraaf, dienen de OVM's die dit wensen een erkenningsaanvraag in. De BGHM peilt bij alle op het moment van de inwerkingtreding van deze paragraaf bestaande OVM's naar hun intenties betreffende de hernieuwing van hun erkenning.

Binnen een termijn van zes maanden na de datum van inwerkingtreding van deze paragraaf, gaat de BGHM, op advies van de Regering, over tot een eerste toekenning van erkenningen.

De OVM's die, overeenkomstig het derde lid van deze paragraaf, een aanvraag hebben ingediend en die geen erkenning hebben verkregen, bevestigen, binnen een termijn van vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing tot niet-toekenning, of zij hun ingediende aanvraag handhaven of intrekken. Het gebrek aan respons vanwege de OVM's binnen die termijn wordt beschouwd als een intrekking van hun aanvraag.

Binnen een termijn van negen maanden na de inwerkingtreding van deze paragraaf, dienen de OVM's die dit wensen een erkenningsaanvraag in. De BGHM peilt bij alle op het moment van de inwerkingtreding van deze paragraaf bestaande OVM's die hun erkenning nog niet hebben hernieuwd naar hun intenties betreffende die hernieuwing.

Binnen een termijn van twaalf maanden na de datum van inwerkingtreding van deze paragraaf, gaat de BGHM, op advies van de Regering, over tot een tweede toekenning van erkenningen, rekening houdend met de erkenningen die, overeenkomstig het vierde lid van deze paragraaf, reeds werden toegekend.

De OVM's die, overeenkomstig het vijfde lid van deze paragraaf, hun aanvraag hebben gehandhaafd of, overeenkomstig het zesde lid, een aanvraag hebben ingediend en die geen erkenning hebben verkregen, bevestigen, binnen een termijn van vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing tot niet-toekenning, of zij hun ingediende aanvraag handhaven of intrekken. Het gebrek aan respons vanwege de OVM's binnen die termijn wordt beschouwd als een intrekking van hun aanvraag.

Binnen een termijn van vijftien maanden na de inwerkingtreding van deze paragraaf, dienen de OVM's die dit wensen, een erkenningsaanvraag in. De BGHM peilt bij alle op het moment van de inwerkingtreding van deze paragraaf bestaande OVM's die hun erkenning nog niet hebben hernieuwd naar hun intenties betreffende die hernieuwing.

Dans un délai de dix-huit mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, la SLRB, sur avis du Gouvernement, procède à l'attribution des agréments encore disponibles, tenant compte des agréments déjà octroyés en application des alinéas 4 et 7 du présent paragraphe, en vue d'atteindre le nombre maximum de seize SISP agréées. Afin d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés dans le présent paragraphe, la SLRB peut proposer à toute SISP une fusion ou une absorption.

Les SISP qui disposent encore provisoirement de leur agrément en application de l'alinéa 2 du présent paragraphe et qui n'ont pas obtenu de renouvellement se voient notifier une décision de retrait définitif de leur agrément.

Les critères qui seront pris en compte pour l'octroi des nouveaux agréments sont les suivants :

- La contribution au maintien et au développement d'un maximum de logements sociaux sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, en tenant compte de la spécificité des situations locales.

- La répartition homogène des logements sociaux sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

- La qualité du projet de gestion et de développement du demandeur d'agrément, notamment sa contribution à l'objectif de renforcement de l'efficacité générale du secteur et la cohérence de la structure de gestion proposée, établie notamment dans le plan stratégique visé au § 2ter.

- La capacité du demandeur d'agrément de réaliser durablement ses missions d'intérêt général et les obligations émanant du présent Code compte tenu notamment de la taille du patrimoine dont il est propriétaire, établie notamment dans le plan stratégique visé au § 2ter.

- La garantie de maintenir un service de proximité adéquat.

La SLRB établit un rapport sur l'évolution du processus d'agrément respectivement dans les deux mois, huit mois et quinze mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent paragraphe. Lors de l'établissement de ces rapports et pour l'octroi des agréments, elle veille au respect des objectifs visés, à savoir attribuer seize agréments au maximum, atteindre une offre globale de logements sociaux sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale présentant le plus haut niveau de qualité et de complémentarité et renforcer l'efficacité générale du secteur. A cette fin, elle explicite, dans chaque rapport, la manière dont elle a appliqué ou entend appliquer les critères d'agrément visés à l'alinéa précédent tant individuellement que de manière globale. Ces rapports sont rendus publics.

Les §§ 3 et suivants sont applicables à la SISP qui a perdu son agrément à l'issue de la procédure fixée par les alinéas précédents

§ 2ter. - La demande d'agrément est adressée sur la base d'un formulaire établi par la SLRB. Ce formulaire est disponible sur le site internet de la SLRB ou transmis à première demande. Le dossier de demande d'agrément comprend le formulaire dûment complété et les annexes inventoriées.

Sans préjudice des annexes complémentaires qui devraient être fournies en application du formulaire visé à l'alinéa précédent, le dossier d'annexes comprend notamment :

- Une copie des statuts, du projet de statuts et/ou du projet de modification statutaire du demandeur d'agrément.

- Un descriptif précis du nombre et de l'état des logements sociaux dont dispose le demandeur d'agrément au moment de l'introduction de sa demande ainsi que les preuves de cette disposition.

- Sur la base du canevas établi par la SLRB, un plan stratégique à moyen terme, comprenant au minimum, pour une période prospective de 10 ans : un plan financier, un plan d'investissement, un plan d'entretien, un plan de gestion locative, un plan d'actions sociales, un plan de gestion interne.

- Un organigramme des tâches et des fonctions dont dispose ou entend disposer le demandeur d'agrément.

Le formulaire prévoit à tout le moins que le demandeur d'agrément démontre la manière dont il entend, dans la perspective des critères d'agrément visés au § 2bis, alinéa 12, remplir les objectifs stratégiques suivants :

1. Assurer la bonne adéquation entre la programmation et les besoins du patrimoine de la SISP.

Binnen een termijn van achttien maanden na de datum van inwerkingtreding van deze paragraaf, gaat de BGHM, op advies van de Regering, met het oog op het bereiken van een maximumaantal van zestien erkende OVM's, over tot de toekenning van de nog beschikbare erkenningen, rekening houdend met de erkenningen die, overeenkomstig het vierde lid en het zevende lid van deze paragraaf, reeds werden toegekend. Met het oog op het bereiken van de doelstellingen die haar in deze paragraaf worden toegewezen, kan de BGHM aan elke OVM een fusie of overname voorstellen.

De OVM's die, overeenkomstig het tweede lid van deze paragraaf, nog over een voorlopige erkenning beschikken en geen hernieuwing hebben verkregen, worden in kennis gesteld van een beslissing tot definitieve intrekking van hun erkenning.

Volgende criteria zullen in overweging worden genomen voor de toekenning van de nieuwe erkenningen :

- De bijdrage tot het behoud en de ontwikkeling van een zo groot mogelijk aantal sociale woningen op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, rekening houdend met de specifieke kenmerken van de lokale situaties.

- De homogene verdeling van de sociale woningen op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

- De kwaliteit van het beheers- en ontwikkelingsproject van de aanvrager van de erkenning inzonderheid de bijdrage van die projecten tot de doelstelling die erin bestaat de globale efficiëntie van de sector en de coherentie van de voorgestelde beheersstructuur, die met name wordt vastgesteld in het in § 2 bedoelde strategisch plan, te verbeteren.

- Het vermogen van de aanvrager van de erkenning om zijn opdrachten van algemeen belang en de uit deze Code voortvloeiende verplichtingen duurzaam uit te voeren, inzonderheid rekening houdend met de omvang van het patrimonium waarvan hij eigenaar is, die inzonderheid wordt vastgesteld in het in § 2ter bedoelde strategisch plan.

- Het waarborgen van het behoud van een adequate buurtdienst.

De BGHM stelt een verslag op over de evolutie van de erkenningsprocedure en zulks respectievelijk binnen een termijn van twee maanden, acht maanden en vijftien maanden na de inwerkingtreding van deze paragraaf. Tijdens de opstelling van die verslagen en voor de toekenning van de erkenningen, waakt zij over de naleving van de beoogde doelstellingen, die erin bestaan maximaal zestien erkenningen toe te kennen, een globaal aanbod van sociale woningen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met een zo hoog mogelijke kwaliteit en complementariteit te bereiken en de algemene efficiëntie van de sector te versterken. Daartoe verduidelijkt zij in elk verslag de wijze waarop zij de in het vorige lid bedoelde erkenningscriteria individueel of in het algemeen heeft toegepast of wil toepassen. Die verslagen worden openbaar gemaakt.

§§ 3 en volgende zijn van toepassing op de OVM's die hun erkenning hebben verloren na afloop van de in de vorige leden vastgestelde procedure.

§ 2ter. - De erkenningsaanvraag wordt ingediend op basis van een formulier dat door de BGHM wordt opgesteld. Dat formulier is beschikbaar op de website van de BGHM of wordt op eerste verzoek bezorgd. Het erkenningsaanvraagdossier bevat het naar behoren ingevuld formulier en de geïnventariseerde bijlagen.

Onverminderd de aanvullende bijlagen die zouden moeten worden bezorgd overeenkomstig het in het vorige lid bedoelde formulier, bevat het dossier met bijlagen met name :

- Een afschrift van de statuten, de ontwerpstatuten en/of het ontwerp van statutenwijziging van de aanvrager van de erkenning.

- Een exacte beschrijving van het aantal sociale woningen waarover de aanvrager van de erkenning beschikt, alsook van de staat ervan, op het moment van de indiening van zijn aanvraag, alsook de desbetreffende bewijsstukken.

- Op basis van het model dat door de BGHM is opgemaakt, een strategisch plan op middellange termijn dat voor een prospectieve periode van 10 jaar minstens de volgende elementen omvat : een financieel plan, een investeringsplan, een onderhoudsplan, een huurbeheerplan, een plan van de sociale acties en een intern beheersplan.

- Een organigram met de taken en functies waarover de aanvrager van de erkenning beschikt of wil beschikken.

Het formulier voorziet er minstens in dat de aanvrager van de erkenning de wijze aantoont waarop hij, met het oog op de in § 2bis, twaalfde lid bedoelde erkenningscriteria, wil voldoen aan de volgende strategische doelstellingen :

1. De programmering en de patrimoniumbehoeften van de OVM's goed op elkaar afstemmen.

2. Définir, sur cette base, et assurer l'exécution des programmes d'investissement afin de mettre le patrimoine en conformité au Code bruxellois du Logement et autres réglementations et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments.

3. Assurer la programmation et la réalisation des entretiens nécessaires au maintien en l'état du patrimoine.

4. Assurer une gestion des locations de logements dans le but de garantir le droit à un logement décent et sécurisé pour tous et éviter les vacances locatives.

5. Contribuer aux objectifs et plans régionaux relatifs à l'offre de logements de gestion publique et à finalité sociale, notamment en matière d'accroissement du parc de ces logements.

6. Développer une approche orientée usager du service public.

7. Maintenir, développer et mettre en œuvre la politique d'action sociale sectorielle et encourager les processus participatifs.

8. Garantir une gestion financière transparente, assurer l'équilibre financier structurel de la société et contribuer à l'équilibre financier structurel du secteur.

9. Renforcer et soutenir les capacités de la SISF en matière de gestion et disposer d'une stratégie de gestion des ressources humaines en adéquation avec les objectifs stratégiques.

Le dépôt des dossiers de demandes d'agrément se fait par envoi recommandé à la SLRB ou par remise contre accusé de réception au fonctionnaire délégué.

Tout échange de correspondances entre la SLRB et les demandeurs d'agrément se fait par envoi recommandé.

§ 2^{quater}. – Le Gouvernement peut fixer des critères d'agrément et des règles de procédure complémentaires. ».

Art. 7. Dans l'article 45, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance, les mots « ou sur proposition de plusieurs SISF, après avis de la SLRB, » sont insérés entre les mots « Sur avis de la SLRB, » et les mots « le Gouvernement peut ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juillet 2013

R. VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement

G. VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures

Mme E. HUYTEBROECK,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement

Mme Br. GROUWELS,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports

Mme C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique

—————
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2012/2013 :

A-378/1 Proposition d'ordonnance.

A-378/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 12 juillet 2013.

2. De uitvoering van de investeringsprogramma's op die basis vaststellen en waarborgen, om het patrimonium conform de Brusselse Huisvestingscode en andere reglementeringen te maken en bijdragen tot de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen dankzij de verbetering van de energieprestaties van de gebouwen.

3. De programmering en verwezenlijking verzekeren van het onderhoud dat nodig is voor het in stand houden van het patrimonium.

4. Instaan voor een huurbeheer van de woningen om zodoende het recht op een behoorlijke en veilige woning voor iedereen te waarborgen en leegstand te vermijden.

5. Bijdragen tot de verwezenlijking van de gewestelijke doelstellingen en plannen inzake het aanbod aan woningen in openbaar beheer en met sociaal oogmerk, onder meer op het vlak van de uitbreiding van dat woningenbestand.

6. Een « gebruikersgerichte » aanpak van de openbare dienstverlening ontwikkelen.

7. Het sectoraal socialeactiebeleid behouden, ontwikkelen en toepassen en participatieprocessen aanmoedigen.

8. Instaan voor een transparant financieel beheer, het structurele financiële evenwicht van de maatschappij verzekeren en bijdragen tot het financiële evenwicht van de sector.

9. De beheersvermogens van de OVM versterken en steunen en een human resources management-strategie ontwikkelen die is afgestemd op de strategische doelstellingen.

De indiening van de erkenningsaanvraagdossiers gebeurt bij aange tekende brief aan de BGHM of door afgifte tegen ontvangstbewijs aan de gemachtigde ambtenaar.

De briefwisseling tussen de BGHM en de aanvragers van een erkenning gebeurt altijd bij aange tekende brief.

§ 2^{quater}. – De Regering kan bijkomende erkenningscriteria en procedureregels vaststellen. ».

Art. 7. In artikel 45, eerste lid van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « of op voorstel van een aantal OVM's, na advies van de BGHM, », ingevoegd tussen de woorden « Op advies van de BGHM, » en de woorden « kan de Regering ».

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 juli 2013.

R. VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking

G. VANHENGEL,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting

Mevr. Br. GROUWELS,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer

Mevr. C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek

—————
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2012/2013 :

A-378/1 Voorstel van ordonnantie.

A-378/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 12 juli 2013.